



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
Séance ordinaire du 28 septembre 2021
à 18h30, à l'Auditorium
Délibération n° 2021 / 058

Date de convocation : 21 septembre 2021	Le quorum étant atteint :		
Président de séance : Mme Amapola VENTRON, Maire	Conseillers en exercice :	29	
Secrétaire de séance : Mme Charlotte CAORS	Présents :	23	Représentés : 4 Absent : 2
Rapporteur : M. Robert ABELA	Résultat du vote, au scrutin ordinaire, après débats contradictoires :		
Délibération publiée le : 01/10/2021	Votes pour :	22	Abstentions : 4
Enregistrée en Sous-Préfecture le : 01/10/2021	Votes contre :	1	Non participations : 0
Accusé de réception en Sous-Préfecture n° 013-211300199-20210928-2021_058-DE	Suffrages exprimés :	23	

Présents : Mme Amapola VENTRON – M. Robert ABELA – Mme Danielle CAUHAPE – M. Christian TANTI – Mme Charlotte CAORS – M. Daniel SAMANNI-MESTRE – Mme Sylvie CENCI-MACH – M. Isaac HASSINE – Mme Laurence BEGEY – M. Serge LEBOURGEOIS – Mme Florence DANIEL-SAMUELWEIS – Mme Marianne VAN DEN PLAS – Mme Marie-Christine BONAVENT – M. Éric MOUTON-CARTAZ – Mme Sylvie SOUCHON – M. M. Pierre CAVATORTO – M. Frédéric VARTANIAN – Mme Virginie HOANG – Mme Nathalie LLUELLES – M. Mehdi MEDJATI – Mme Véronique BOURCET – Mme Patricia LAZZARO – M. Arnaud DESHAYES

Avaient donné pouvoir : Lionel PIEROTTI à M. Frédéric VARTANIAN – M. Marc RADIGALES à Mme Véronique BOURCET – M. Hervé FABRE-AUBRESPY à Mme Patricia LAZZARO – M. Michel DORLET à M. Robert ABELA

Absents : M. Bruno AURIBEAU – Mme Samira FAVRE-KANDOSSI

Objet : Avis sur le projet de Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI)

Suite aux différentes inondations subies par la commune et compte tenu de la présence de plusieurs cours d'eau sur son territoire, le Préfet a prescrit, par arrêté du 3 décembre 2020, l'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) qui, après enquête publique et approbation, vaudra servitude d'utilité publique et s'imposera à tous.

Le PPRI est un outil de gestion des risques qui vise à maîtriser l'urbanisation en zone inondable afin de réduire la vulnérabilité des biens et des personnes et la préservation des zones d'expansion de crue afin de ne pas aggraver le risque. Préalablement à cette prescription, les services de l'État, et plus particulièrement le Pôle Risque de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM), ont rencontré les représentants de la commune à plusieurs reprises depuis 2017, date du premier porter à connaissance du risque inondation (document préalable à l'établissement d'un PPRI), afin d'expliquer la démarche et le processus d'établissement d'un PPRI.

Les grandes étapes d'élaboration d'un PPRI sont :

- Définition des aléas,
- Détermination des enjeux : définition de « zone peu ou pas urbanisée » de « autres zones urbanisées »,
- Croisement des aléas et des enjeux pour constituer le zonage réglementaire,
- Rédaction du règlement et des pièces non réglementaires.

Le document ainsi établi a fait l'objet d'une concertation au Centre Technique Municipal du 14 avril au 14 juin 2021 avec affichage sur la terrasse, réunion publique à distance, mise à disposition du projet, permanence des agents de la DDTM, adresse mail dédiée. La prochaine étape à venir est désormais l'enquête publique qui précédera l'approbation par le préfet.

Préalablement à cette approbation, la commune doit émettre un avis sur le projet, qui l'impact considérablement en matière de constructibilité. En effet, les enjeux évoqués ci-dessus ont fait l'objet de nombreuses discussions car ils ne correspondaient pas toujours à la vision de la commune et les zonages du PLU créant ainsi des interdictions de construire sur des zones U du PLU mais en zone peu ou pas urbanisée du PPRI, compte tenu de la densité de construction et du caractère inondable des quartiers. Néanmoins, ce document est indispensable à la préservation des biens et des personnes et il est à noter qu'il ouvrira également droit à une subvention de l'État pour des travaux de mise en sécurité des bâtis.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement, et notamment les articles R.562-7 et R.562-8 ;

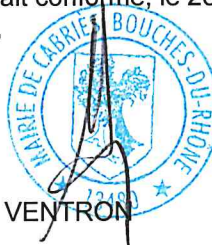
Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4, L.211-1, L.562-1, L.562-9, R.122-17, R.122-18 et R.562-1 et suivants ;

Vu la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;
Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
Vu le décret n°95-1089 du 5 octobre 1995, modifié par décret n°2005-3 du janvier 2005 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;
Vu le décret n°2019-75 du 5 juillet 2019 relatif aux plans de prévention des risques concernant les « aléas débordement de cours d'eau et submersion marine » ;
Vu la circulaire du 3 juillet 2007 relative à la consultation des acteurs, la concertation avec la population et l'association des collectivités territoriales dans les plans de prévention des risques naturels prévisibles ;
Vu le porter à connaissance du Préfet des Bouches du Rhône, en date du 6 octobre 2017 et son complément du 8 octobre 2018 de l'étude de définition de l'aléa inondation sur la commune de Cabriès réalisée par le bureau d'étude INGEROP pour le compte de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches du Rhône ;
Vu l'arrêté du Préfet des Bouches du Rhône du 3 décembre 2020 prescrivant l'élaboration d'un plan de prévention des risques inondation par le débordement de l'Arc sur la commune de Cabriès ;
Vu le courrier du Directeur départemental des territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône, du 13 août 2021, sollicitant l'avis de la commune ;
Vu le projet de plan de prévention des risques inondation par le débordement de l'Arc sur la commune de Cabriès mis à la disposition du public du 14 avril au 14 juin 2021 dans le cadre de la concertation ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, émet un avis favorable sur ce projet de Plan de Prévention des Risques Inondation en l'assortissant de réserves liées à :

- **la parcelle communale cadastrée section AM 173 :**
La commune souhaite réaliser sur cette parcelle une construction de type halle couverte mais hydrauliquement transparente de quelque 1 000 m². D'environ un hectare, elle occupe en effet une position centrale jouxtant notamment le village, l'école de Trébillane et la maison des associations, et serait location idéale d'y implanter un tiers lieu attendu par nos habitants, favorisant le lien social et les initiatives collectives en cette période de crise sanitaire qui fait émerger une quête de sens et de nouveaux comportements durables,
- **l'adaptation de la définition des enjeux au zonage PLU à la nécessité sortir de l'état de carence en matière de logements sociaux.**
Dans plusieurs secteurs en effet, le croisement entre la caractérisation en ZPPU (Zone Peu ou Pas Urbanisée) au lieu de AZU (Autre Zone Urbaine) et l'aléa, ne favorise pas la mise en œuvre du programme de logements sociaux imposé également par l'État alors même que l'aléa est modéré et que les parcelles voisines des secteurs concernés sont parfois largement bâties (secteur des grandes Terres, Violési, pied du village...). Notre territoire est déjà très contraint au regard de la zone inondable le long des différents vallats mais aussi au regard du risque incendie et du périmètre de classement du massif de l'Arbois. La commune demande ainsi la possibilité de revoir sinon l'opportunité des ZPPU sur certaines zones, du moins l'autorisation de construction avec prescriptions en ZZPU lorsque l'aléa est modéré.

Pour extrait conforme, le 28 septembre 2021
Le Maire,



Amapola VENTRON

Accusé de réception en préfecture
013-211300199-20210928-2021_058-DE
Date de réception préfecture : 01/10/2021